



La France doit garder le contrôle de sa politique électrique

Sauvons Le Climat

29 Mai 2016

Après les interventions de la Ministre de l'Environnement allemande, Madame Barbara Hendricks, qui exigeait l'arrêt des réacteurs de Fessenheim et de Cattenom, Monsieur Sigmar Gabriel et la même Barbara Hendricks s'indignent que l'Union Européenne puisse (comme c'était la règle jusqu'à présent) financer la recherche dans le secteur nucléaire. Par ailleurs, le commissaire Portugais, chargé de la recherche, de la science et de l'innovation déclare, dans un journal allemand, que le nucléaire n'a pas d'avenir. Dans ce contexte d'offensive allemande contre le nucléaire européen, offensive d'autant plus mal venue que les centrales allemandes à charbon et lignite empoisonnent l'air européen (22 000 décès estimés chaque année) et émettent chaque année 300 millions de tonnes de CO₂, il est regrettable que le gouvernement français semble s'incliner devant les diktats allemands en envisageant, par la voix de Madame Ségolène Royal que la priorité serait d'arrêter nos centrales frontalière Fessenheim, Bugey et Cattenom.

Rappelons que le système électrique français permet à la France d'être beaucoup plus vertueuse que sa voisine en ce qui concerne la pureté de l'air et les émissions de CO₂, et à un coût deux fois plus faible pour les consommateurs individuels. Il y a bien d'autres domaines où l'on pourrait s'inspirer de l'exemple allemand, mais sûrement pas dans le secteur de la production d'électricité.

La France doit garder sa souveraineté dans le domaine de la production d'électricité, comme précisé dans les traités, et ne pas céder aux exigences allemandes. Elle doit maintenir en fonctionnement les réacteurs nucléaires français aussi longtemps que l'Autorité de Sûreté Nucléaire l'autorise et que l'opérateur le juge souhaitable.